



Commune de SAINT-MICHEL-DE-CHAVAINES

**PROCÈS - VERBAL du
CONSEIL MUNICIPAL
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

Le dix-huit septembre deux mil vingt-trois, à vingt heures trente minutes, le Conseil municipal, dûment convoqué en date du dix septembre deux mil vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire, dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Michel FROGER, Maire.

Douze conseillers municipaux en exercice étaient présents :

Mesdames Pierrette BUNEL, Karine RICHARD, Pascale CHAUSSON, Sonia CLEMENT-GRINIER, Patricia CHAMBRIER.

Messieurs Michel FROGER, Bruno COURANT, Jérôme CHERON, Serge QUESNE, Emmanuel GUITTON, Florian BARBÉ, Jean-Claude POTTIER.

Excusés : Catherine CROTEAU, Céline LEPROUX (pouvoir à Pierrette BUNEL), Thomas DREUX.

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.

Madame Sonia CLEMENT-GRINIER est désignée secrétaire de séance.

Monsieur Michel FROGER, Maire, soumet le compte rendu de la séance du 4 juillet 2023 à l'approbation de l'Assemblée municipale, celle-ci l'approuve à l'unanimité. Il propose à l'assemblée municipale de bien vouloir ajouter deux points supplémentaires concernant la validation de devis Bouygues et la location du garage Joly, puis de déplacer le point 8 en questions diverses et de commencer la séance par le point 4 Chemin communal « Les Caves ». L'assemblée délibérante accepte à l'unanimité.

1^{er} OBJET : CHEMIN COMMUNAL « LES CAVES »

Monsieur le Maire informe les conseillers qu'il a reçu un courrier remis en main propre de la part de Mme Gauvain Georgette concernant une demande d'échange pour modifier l'itinéraire d'une partie du chemin communal « Les Caves ». Il en donne lecture « Nous sollicitons votre approbation concernant un échange d'une partie du chemin des Caves. Cette demande est due aux différentes nuisances qui sont : les nombreuses incivilités des passants ainsi que leurs remarques, la fréquentation grandissante notamment depuis la période de confinement, les véhicules ne respectent pas leur vitesse et leur comportement, les véhicules guidés par leur système GPS, etc ». Monsieur Froger Michel informe les conseillers qu'une commission s'est réunie le 13 septembre 2023 afin d'étudier sur place les conditions d'échange sur la portion de chemin concerné. Il demande à Monsieur Bruno Courant, adjoint au Maire, d'exposer les éléments suite à cette commission.

Monsieur le Maire demande de procéder au vote à bulletin secret, l'assemblée délibérante accepte à l'unanimité.

En conséquence, Monsieur le Maire demande aux conseillers de bien vouloir s'engager dans la démarche d'échange d'une portion de chemin rural communal « Les Caves » n° 29 avec Mme Gauvain Georgette.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante accepte de s'engager dans la démarche d'échange d'une portion de chemin rural communal « Les Caves » n° 29 avec Mme Gauvain Georgette.

2^{ème} OBJET : REVISION DU LOYER JO & JO

Monsieur le Maire informe les conseillers qu'il convient de procéder à la révision du loyer Jo & Jo du commerce 3 place de l'église au 1er octobre 2023. Pour information, l'indice de référence des loyers de l'INSEE paru au JO le 15 juillet 2023 pour le 2nd trimestre 2023 est 140,59, ce qui représente une hausse annuelle de 3,50 %.

Il est rappelé le montant du loyer ci-dessous :

Jo & Jo 3 place de l'église	Proposition au	
	2022	01/10/2023
Loyer (location gérance 200 € et location habitation 480 €)	680 €	680 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide de maintenir le montant du loyer à 680 € à compter du 1^{er} octobre 2023.

3ème OBJET : BIBLIOTHEQUE SOLEIL EN LIVRES

Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale que Mme Stéphanie Plais a démissionné de sa fonction de présidente de l'association Soleil en livres. Jusqu'à présent, la commune déléguait la gestion à l'association « Soleil en livres » régie par la loi 1901 et disposait ainsi d'une existence juridique. Une subvention était allouée tous les ans à l'association qui gérait ses dépenses et ses recettes et en rendait compte à la municipalité. En conséquence, il est proposé de modifier le statut de la bibliothèque communale actuellement en gestion associative conventionnée en régie municipale directe. Ainsi, le budget de la bibliothèque est municipal, la gestion est confiée par le conseil municipal aux personnes bénévoles placées sous l'autorité municipale, les grands axes d'orientations de la bibliothèque sont fixés par le conseil municipal, le règlement intérieur qui définit le mode de fonctionnement (missions, horaires d'ouverture, condition de prêt, ...) est voté par le conseil municipal, la commune est responsable des locaux des biens (mobiliers et documents), du public, du personnel.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante accepte le changement de statut de la bibliothèque communale en régie municipale directe et charge Monsieur le Maire de faire le nécessaire suite à ce changement de statut et d'en informer la Bibliothèque Départementale de la Sarthe.

4ème OBJET : NOMINATION REFERENT DEONTOLOGUE DE L'ELU LOCAL

Monsieur le Maire informe les conseillers que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local (article L 1111-1-1 du CGCT).

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local. Ainsi, le référent désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale. Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Le référent déontologue est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Le décret prévoit que la fonction de référent déontologue peut être exercée par :

- une ou plusieurs personnes n'exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflits d'intérêts.

- un collège, composé de personnes répondant aux mêmes conditions, qui adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

Il est proposé de désigner Monsieur Jean-Marie Brigant, Maître de conférences à l'université du Maine, pour exercer cette mission. Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation d'un montant de 80 euros par dossier, conformément à l'arrêté du 2 décembre visé. Cette indemnité sera versée par la commune.

Après en avoir délibéré, à la majorité, le Conseil Municipal désigne en référent déontologue Monsieur Jean-Marie Brigant, Maître de conférences à l'université du Maine, pour exercer cette mission. Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation d'un montant de 80 euros par dossier, conformément à l'arrêté du 2 décembre visé. Cette indemnité sera versée par la commune.

5ème OBJET : DEMANDE D'AIDE INDIVIDUELLE

Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale que le CCAS, réuni le 11 septembre 2023, a examiné une demande d'aide et les membres du CCAS ont émis à l'unanimité un avis favorable.

Il est rappelé que lors du conseil municipal du 14 octobre 2016, par mesure de simplification comptable, le budget du CCAS a été rattaché au budget de la commune depuis le 1er janvier 2017.

Monsieur le Maire demande aux conseillers de bien vouloir se conformer à l'avis de la commission du CCAS concernant cette demande et de délibérer dans ce sens.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve l'avis du Conseil Communal d'Actions Sociales concernant la demande d'aide instruite en CCAS le 11 septembre 2023.

6ème OBJET : TARIF DU REPAS DU CCAS POUR LES MOINS DE 70 ANS

Madame BUNEL Pierrette, adjointe au Maire, le Maire informe l'assemblée municipale que la commission du CCAS s'est réunie aujourd'hui afin d'organiser le banquet du CCAS qui aura lieu le dimanche 22 octobre prochain. Elle rappelle que le repas est gratuit pour les habitants de la commune ayant plus de 70 ans en revanche celui-ci est payant pour les personnes de moins de 70 ans soit 20 euros par personne. Il convient de bien vouloir délibérer sur cette proposition de prix du repas pour le banquet du CCAS.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante approuve la proposition ci-dessus soit 20 € le repas du banquet du CCAS pour les personnes de moins de 70 ans.

7^{ème} OBJET : REVISION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers que la redevance assainissement permet de financer les travaux d'entretien et d'amélioration du réseau du tout-à-l'égout de la commune. Seuls les habitants reliés au tout-à-l'égout sont assujettis à cette redevance. Depuis le 1^{er} octobre 2023, elle est à 1,35 € par m³ d'eau consommée (tarif applicable N+1 soit pour rappel en 2012 : 0,84€, 2016 : 0,90€, 2019 : 1€, 2020 1,10€, 2021 : 1,20 €, 2022 : 1,20 €). Dans le but d'anticiper les importants travaux à réaliser sur notre lagune dans les années à venir, il est proposé de revaloriser cette redevance. Après en avoir délibéré, à la majorité, l'assemblée délibérante décide de revaloriser cette redevance à 1,50 € celle-ci prendra effet au 1^{er} octobre 2024.

8^{ème} OBJET : RAPPORT D'ACTIVITES 2022 DU SAEP DE DOLLON

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Pierrette BUNEL, adjointe au Maire et membre du bureau du Syndicat d'Adduction en Eau Potable de Dollon, elle informe l'assemblée municipale que le SAEP de Dollon (18 communes réparties sur 3 communautés de communes) a publié son « rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau » portant sur l'exercice 2022. Il est indiqué que 474 compteurs sont installés sur la commune et la consommation d'eau en 2022 à Saint-Michel-de-Chavaignes est de 58 353 m³. Madame Pierrette BUNEL conclut qu'il est prévu une augmentation de 0,06 euros par consommation d'eau jusqu'à 500 m² et 0,04 euros et +6 % d'augmentation pour l'abonnement du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024.

9^{ème} OBJET : LOCATION DU GARAGE JOLY

Monsieur le Maire informe les conseillers qu'il a eu plusieurs demandes de location concernant le garage Joly. Il s'avère que celui-ci est très peu utilisé, il est proposé de le mettre en location pour une durée d'un an maximum. Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante accepte de mettre le garage Joly en location pour une durée d'un an maximum.

10^{ème} OBJET : DEVIS BOUYGUES

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers qu'il a rencontré, le 23 juin 2023, Mme Dubois de la Sté BOUYGUES afin qu'elle réalise un devis concernant la réfection de l'éclairage public. La commune a reçu deux devis le 1^{er} concernant la création d'un éclairage public suite à effacement des réseaux rue de la Liberté comprenant l'installation de chantier, la fourniture et pose de massifs EP, la fourniture et pose d'un ensemble EP et le raccordement sur le réseau existant pour un montant de 21 671,26 € TTC. Le 2nd concernant la création d'un éclairage public suite à effacement des réseaux rue Haute comprenant l'installation de chantier, la fourniture et pose de massifs EP, la fourniture et pose d'un ensemble EP et le raccordement sur le réseau existant pour un montant de 27 496,30 € TTC. Monsieur Froger informe les conseillers que le Département va débiter les travaux d'enfouissement courant novembre 2023, et informe les conseillers qu'il y aura une réunion avec les personnes concernées pour le bon déroulement de ces travaux. En conséquence, il convient de se positionner sur ces devis afin d'avoir une bonne coordination entre ces différents travaux.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante autorise le Maire à signer les devis Bouygues présentés ci-dessus.

11^{ème} OBJET : QUESTIONS DIVERSES

. **Emplacement des statues** : Monsieur Froger propose à l'assemblée municipale de faire une commission afin de définir l'emplacement des statues réalisées lors du symposium. Celle-ci accepte à l'unanimité.

. **Feu d'artifice du 8 juillet** : offert par la municipalité, il a été apprécié par les habitants.

. **Point rentrée scolaire** : un pot d'accueil a été offert par la municipalité, très apprécié par les parents et les élèves.

. **Point vente terrain Joly** : les acquéreurs ont décliné l'offre de la municipalité celui-ci est de nouveau à vendre.

. **Emplacement city stade** : Monsieur le Maire rappelle qu'il convient de porter une réflexion concernant l'emplacement prévu initialement (subvention 40% par l'Agence Nationale du Sport).

. **Association Les Pongistes Chavaignais** : Monsieur Emmanuel Guitton informe les conseillers que l'association Les Pongistes Chavaignais vient d'être créée, celle-ci est présidée par Monsieur Bastien Richard. Monsieur Froger précise qu'un local est disponible pour stocker les tables de ping pong (local à côté du local poubelle de la salle HB). L'association sollicite le prêt de la salle Hélène Bertaux le mardi de 20h à 22h pour pratiquer leur activité qui pourrait débuter début octobre 2023. Le conseil municipal approuve cette demande.

Date à retenir :

- Commission COMMUNICATION mercredi 4 octobre 2023 à 18h

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h00.

Monsieur le Maire certifie que les délibérations sont rendues exécutoires par l'affichage en lieu public et la transmission au contrôle de légalité de la Préfecture. Un délai de deux mois de recours existe à compter de la date de dépôt au contrôle de légalité des présentes délibérations.

Le Maire, Michel FROGER			
Pierrette BUNEL		Thomas DREUX	excusé
Bruno COURANT		Pascale CHAUSSON	
Jérôme CHERON		Jean-Claude POTTIER	
Karine RICHARD		Sonia CLÉMENT-GRINIER <i>secrétaire de séance</i>	
Serge QUESNE		Catherine CROTEAU	Excusée
Emmanuel GUITTON		Patricia CHAMBRIER	
Florian BARBÉ		Céline LEPROUX	Excusée pouvoir à Pierrette Bunel